

**ANDBANC MONACO**  
Société Anonyme Monégasque  
au capital de 21.000.000 euros  
Siège social : 1, avenue des Citronniers - Monaco

**BILAN SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2013**  
(en milliers d'euros)

<b>ACTIF</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public,.....		
Comptes courants postaux.....	4 874,75	2 620,94
Créances sur les établissements de crédit.....	94 848,76	83 723,78
Créances sur la clientèle.....	144 819,74	196 093,55
Obligations et autres titres à revenu fixe.....	4 991,45	28 199,06

Actions et autres titres à revenu variable.....		
Parts dans les entreprises liées .....		
Immobilisations incorporelles .....	8 319,67	8 341,89
Immobilisations corporelles .....	79,98	111,27
Autres actifs.....	380,00	393,95
Comptes de régularisation .....	24 627,50	22 791,84
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b> .....	<b>282 941,84</b>	<b>342 276,28</b>
<b>PASSIF</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public,.....		
Comptes courants postaux.....		
Dettes envers les établissements de crédit.....	2 757,61	606,77
Comptes créditeurs de la clientèle.....	229 858,08	287 368,23
Dettes représentées par un titre .....		
Autres passifs.....	1 849,79	2 158,38
Comptes de régularisation .....	22 045,72	24 529,43
Provisions pour risques et charges .....	406,65	511,73
Fonds pour risques bancaires généraux.....	1 392,82	1 992,82
Dettes subordonnées .....		
Capital souscrit .....	21 000,00	21 000,00
Capital non appelé .....		
Réserves.....	2 345,80	2 351,92
Report à nouveau.....	1 162,94	1 279,25
Résultat de l'exercice.....	122,42	477,75
<b>TOTAL DU PASSIF</b> .....	<b>282 941,84</b>	<b>342 276,28</b>

**HORS-BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2013**

(en milliers d'euros)

<b>Engagements donnés</b> .....	<b>37 835,22</b>	<b>21 970,08</b>
Engagements de financement.....	7 097,22	7 836,78
Engagements de garantie.....	17 706,76	13 893,30
Autres Engagements .....	13 031,24	240,00
<b>Engagements reçus</b> .....	<b>189 598,61</b>	<b>91 700,00</b>
Engagements de financement.....	90 000,00	90 000,00
Engagements de garantie.....	99 598,61	1 700,00

**COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2013**

(en milliers d'euros)

	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Intérêts et produits assimilés .....	5 240,59	4 532,65
Intérêts et charges assimilées .....	-1 447,41	-510,85
Revenus des titres à revenu variable.....		
Commissions (produits).....	6 319,31	8 454,71
Commissions (charges).....	-466,24	-315,39
Pertes sur opérations financières.....	-3 922,39	-1 482,57
Gains sur opérations des portefeuilles de négociation.....	3 985,62	1 588,11
Gains sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés .....		
Autres produits d'exploitation bancaire .....	5,08	5,21
Autres charges d'exploitation bancaire .....		
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b> .....	<b>9 714,56</b>	<b>12 271,87</b>

Charges générales d'exploitation.....	-8 870,36	-10 707,05
Dotations nettes aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles .....	-326,71	-147,07
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION .....</b>	<b>517,49</b>	<b>1 417,75</b>
Coût du risque .....	-31,29	-107,52
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION .....</b>	<b>486,20</b>	<b>1 310,23</b>
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence.....		
Gains ou pertes sur actifs immobilisés.....		
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS .....</b>	<b>486,20</b>	<b>1 310,23</b>
Résultats exceptionnel .....	-293,17	-0,92
Impôts sur les bénéfices .....	-70,60	-231,56
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition.....		
Dotation - reprise des fonds pour risques bancaires généraux.....		-600,00
Intérêts minoritaires.....		
<b>RESULTAT NET - PART DU GROUPE.....</b>	<b>122,42</b>	<b>477,75</b>

## NOTES ANNEXES AUX COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2013

### 1. Actionnariat au 31 décembre 2013

Au 31 décembre 2013, la répartition du capital en nombre de parts se décompose comme suit :

- 209 997 actions ANDORRA BANC AGRICOL REIG SA (99,99 %)
- 1 action Monsieur Jose Luis MUNOZ LASUEN
- 1 action Monsieur Galo Juan SASTRE CORCHADO
- 1 action Monsieur Gérard GRISSETI

### 2. Principes et Méthodes comptables

Les principales méthodes comptables adoptées par la Banque sont utilisées conformément à la réglementation applicable aux établissements de crédit en Principauté de Monaco, selon les règlements CRC n° 2000-03 et CRBF n° 91-01.

#### 2.1 / Indépendance des exercices

Les opérations sont comptabilisées en respectant le principe de la séparation des exercices : les intérêts et commissions assimilées sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis ; les autres commissions ainsi que les revenus des actions sont enregistrés lors de leur encaissement ou de leur paiement.

#### 2.2 / Opérations libellées en devises

Conformément au règlement n° 89-01 modifié du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, les créances et dettes libellées en devises sont converties aux taux de change indiqués par la Banque Centrale Européenne le dernier jour de Bourse du mois de décembre. Les différences pouvant résulter de cette conversion sont portées au compte de résultat. Les positions de change sont réévaluées mensuellement en appliquant le cours en vigueur en fin de mois. Le résultat de change ainsi dégagé est inclus dans le compte de résultat sous la rubrique "Solde en bénéfice ou en perte des opérations de change".

Les transactions en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de l'opération.

En application des articles 5 du règlement n° 89-01 modifié et 4 de l'instruction n° 89-04, les positions de change à terme sont réévaluées :

- au cours du terme lorsqu'il s'agit d'opérations de change à terme dites « sèches » ou de change à terme effectué en couverture d'une autre opération de change à terme ;
- au cours du comptant pour les autres opérations.

### **2.3 / Utilisation des produits dérivés**

Andbanc Monaco SAM utilise des produits dérivés à la demande de sa clientèle.

- soit de façon directe : achat/vente d'options (principalement sur les actions et sur le change). Ces opérations sont réalisées en OTC.

- soit de façon indirecte : achat de produits structurés utilisant des produits dérivés (options, futures) pouvant induire un effet de levier. Par exemple des « reverse convertibles », des « leverage cac »... Ces produits prennent la forme d'EMTN ou de certificats.

L'utilisation des produits dérivés a progressé au cours de l'exercice. Le nombre total de transactions et les montants traités en 2013 concernant les options et les produits structurés sont de :

- Options de change : 1.588 milliers d'euros pour 4 opérations,
- Options sur titres : 12.600 milliers d'euros pour 8 opérations,
- Produits structurés : 113.250 milliers d'euros pour 560 opérations,
- Warrants : 3.037 milliers d'euros pour 72 opérations.

Ces opérations sont principalement réalisées par un nombre restreint de clients, qui sont des clients avertis. La gestion sous-mandat peut également utiliser des produits dérivés en direct.

### **2.4 / Opérations sur titres**

Conformément au règlement n° 2005-01 modifié par les règlements n° 2008-07 et n° 2008-17 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, la Banque a classé sous la rubrique « opérations sur titres » tous les titres achetés dans le cadre de ses interventions habituelles :

- selon leur nature : titres à taux d'intérêt fixe et à taux d'intérêt variable, obligations assimilables du trésor, titres à revenu fixe et titres à revenu variable ;
- selon le portefeuille de destination en fonction de l'intention de gestion : titres de transaction, titres de placement, titres d'investissement ou titres de participation.

**Portefeuille Titres au 31/12/2013**

Obligations et autres titres à revenu fixe

<i>en milliers d'euros</i>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Titres d'investissement	4 852,82	27 794,32
Titres de placement		
Titres de transaction		
Créances rattachées	138,64	404,73
<b>TOTAL</b>	<b>4 991,45</b>	<b>28 199,06</b>
Provisions existantes		
<b>MONTANT NET</b>	<b>4 991,45</b>	<b>28 199,06</b>
Titres du secteur public	998,70	27 494,17
Titres du secteur privé	3 854,12	300,15
Créances rattachées	138,64	404,73
<b>TOTAL</b>	<b>4 991,45</b>	<b>28 199,06</b>
Ventilation des titres d'investissement par durée résiduelle		
<i>en milliers d'euros</i>	<b>2012</b>	<b>2013</b>
Moins de 3 mois	1 259,35	1 335,84
De 3 mois à 1 an	2 404,11	6 081,29
De 1 an à 5 ans	1 328,00	6 259,09
Plus de 5 ans		14 522,84
<b>TOTAL</b>	<b>4 991,45</b>	<b>28 199,06</b>

**2.5 / Titres d'investissement**

Les titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les détenir de façon durable sont classés sous la rubrique « Titres d'investissement » ; ils sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition hors coupon couru et hors frais d'acquisition. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsque le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres.

Ces titres d'investissements peuvent être couverts par des contrats d'échange de taux d'intérêts. Lors de l'arrêté comptable, les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes ne font pas l'objet d'une dotation pour dépréciation, sauf s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou une probabilité de défaillance de l'émetteur.

Conformément au règlement n° 2005-03 modifié, sont considérés comme douteux les titres d'investissement pour lesquels la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Sont ainsi considérés comme douteux les titres présentant un impayé de 3 mois, ainsi que les titres présentant des caractéristiques de risque avéré.

Les dotations et reprises de dépréciations, ainsi que les plus ou moins-values de cession de titres d'investissement sont présentées dans la rubrique « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

## 2.6 / Immobilisations

Les immobilisations sont inscrites au prix de revient historique sous déduction des amortissements cumulés.

Les méthodes d'amortissements et les durées de vie estimées sont les suivantes :

Fonds de Commerce	non amorti	
Matériel de transport	4 ans	linéaire
Mobilier et matériel de bureau, agencements, installations	5 et 10 ans	linéaire
Autre matériel informatique	3 ans	linéaire
Frais d'acquisition de logiciels	1 an	linéaire
Frais de développement et d'acquisition du progiciel bancaire	5 ans	linéaire
Droit au bail	non amorti	

L'Actif immobilisé s'élève à 11.167 milliers d'euros (en valeur brute), y compris le fonds de commerce comptabilisé à 8.000 milliers d'euros.

Les frais d'établissement sont à 516 milliers d'euros (en valeur brute) et sont amortis sur 5 ans.

Les logiciels immobilisés s'élèvent à 2.423 milliers d'euros (en valeur brute).

## 2.7 / Impôt sur les sociétés

Les revenus en intérêts de source étrangère sont comptabilisés nets de retenue à la source.

Les crédits d'impôt relatifs à ces revenus sont imputés sur l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice de comptabilisation de ces revenus.

## 2.8 / Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit. Elles sont ventilées en comptes débiteurs de la clientèle et autres crédits.

Les prêts consentis et les engagements de crédits confirmés sont répartis entre les encours réputés sains, qu'ils aient ou non fait l'objet d'une restructuration, et les encours jugés douteux.

Le suivi des créances s'appuie sur un système de notation des risques de crédit en les répartissant en trois grandes rubriques :

- A : Clients sains
- B : Clients sensibles et douteux
- C : Clients contentieux

Ces rubriques sont assorties de sous rubriques déterminant le degré de risque établi pour un client ou groupe de clients.

Sont considérées comme douteuses les créances pour lesquelles la Banque estime qu'il existe un risque de voir les débiteurs dans l'impossibilité d'honorer tout ou partie de leurs engagements. Les crédits présentant des échéances impayées depuis plus de trois mois, ainsi que les crédits faisant l'objet d'une procédure contentieuse sont considérés comme douteux. La classification en douteux d'une créance entraîne immédiatement celle de l'ensemble des encours et des engagements relatifs au débiteur dans cette même catégorie (principe de contagion).

Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des créances saines. De même, les créances douteuses ayant fait l'objet d'une restructuration dont les termes sont respectés sont également reclassées parmi les créances saines.

Lorsque la restructuration d'une créance reclassée parmi les créances saines a été conclue à des conditions hors marché, celle-ci est spécifiquement identifiée et donne lieu au calcul d'une décote représentant l'écart d'intérêt entre les nouvelles conditions de rémunération et le taux le plus faible entre le taux d'intérêt d'origine de la créance et le taux de marché prévalant au jour de la restructuration. Lorsqu'une créance ayant fait l'objet d'une première restructuration présente à nouveau des échéances impayées, quel qu'aient été les conditions de la restructuration, la créance est définitivement déclassée en créance douteuse compromise.

## **2.9 / Provision pour créances douteuses**

La provision pour créances douteuses est dotée sur la base des risques de non-recouvrement évalués par la Direction de la Banque. Les provisions en euros affectées aux risques en euros et en devises sont déduites des rubriques appropriées de l'actif du bilan. Les intérêts impayés à plus de 3 mois sont considérés comme douteux et peuvent faire l'objet d'une provision.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécupérables, les récupérations sur créances amorties et les décotes calculées sur créances restructurées sont regroupées dans la rubrique « Coût du risque », à l'exclusion des dotations aux provisions relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi provisionnés, dans le produit net bancaire. L'étalement actuariel de la décote sur créances restructurées figure au même titre que les intérêts dans le produit net bancaire.

## **2.10 / Engagements de retraite**

### **a – Indemnités de départ à la retraite**

En application de dispositions internes plus favorables aux salariés que celles contenues dans la Convention Collective, la Banque verse au Personnel partant à la retraite une indemnité de départ.

Une évaluation actuarielle des indemnités de départ à la retraite a été effectuée selon la méthode prospective avec variante ; la dette enregistrée correspond à la valeur actuelle des droits potentiels pour le personnel en activité avec projection des augmentations futures de salaires. Elle s'élève à 222 milliers d'euros au 31 décembre 2013. Cette évaluation est totalement provisionnée.

### **b – Primes pour médailles du travail**

La dette enregistrée correspond à la valeur actuelle des droits potentiels pour le personnel en activité. Elle s'élève à 104 milliers d'euros au 31 décembre 2013. Cette évaluation est totalement provisionnée.

## **2.11 / Fonds pour Risques Bancaires Généraux : (F.R.B.G.)**

La Direction Générale a décidé en fin d'année 2013, de doter le FRBG d'un montant de 600 milliers d'euros.

Il représente 1.993 milliers d'euros au 31 décembre 2013, dans la limite de 0,25 % des AUM (Assets Under Management).

## **3. Autres informations**

### Créances et dettes envers les établissements de crédit (en milliers d'euros)

Les créances et dettes envers les établissements de crédit sont classées au bilan suivant leur durée.

Au 31 décembre 2013, la présentation de ces postes selon la durée restant à courir était la suivante :

CREANCES	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	2012	2013	Variations
COMPTES A VUE	59 302,48				12 280,92	59 236,05	382,34%
PRÊT JJ	0,00				56 430,13	0,00	-100,00%
PRETS TERME	20 967,55	4 903,51	1 216,73	0,00	30 897,80	27 087,78	-12,33%
PRETS FINANCIERS							
CREANCES RATTACHEES	20,88				114,65	20,88	-81,79%
<b>TOTAL</b>	<b>80 290,91</b>	<b>4 903,51</b>	<b>1 216,73</b>	<b>0,00</b>	<b>99 723,50</b>	<b>86 344,72</b>	<b>-13,42%</b>

DETTES	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	2012	2013	Variations
COMPTES A VUE	523,51				2 670,45	527,07	-80,40%
EMPRUNTS JJ					0,00	0,00	
EMPRUNTS TERME				79,69	87,16	79,69	-8,56%
DETTES RATTACHEES	0,01				0,00	0,01	
<b>TOTAL</b>	<b>523,52</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>79,69</b>	<b>2 757,61</b>	<b>606,77</b>	<b>-78,00%</b>

Créances et dettes envers la clientèle représentées par un titre (en milliers d'euros)

Les créances et dettes envers la clientèle sont classées au bilan suivant leur durée. A la fin de l'exercice 2013, la présentation de ces postes selon la durée restant à courir était la suivante :

CREANCES	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	2012	2013	Variations
COMPTES A VUE	48 892,07				37 088,32	48 892,07	31,83%
PRÊT JJ					0,00	0,00	
PRETS TERME					0,00	0,00	
PRETS FINANCIERS	2 142,55	3 124,20	42 794,88	98 735,31	107 333,18	146 796,95	36,77%
Créances rattachées	406,53				398,24	404,53	1,58%
<b>TOTAL</b>	<b>51 441,15</b>	<b>3 124,20</b>	<b>42 794,88</b>	<b>98 735,31</b>	<b>144 819,74</b>	<b>196 093,55</b>	<b>35,41%</b>

DETTES	moins de 3 mois	de 3 mois à 1 an	de 1 an à 5 ans	plus de 5 ans	2012	2013	Variations
COMPTES A VUE	280 181,90				200 163,89	280 182,08	39,98%
EMPRUNTS JJ					0,00	0,00	
PRETS TERME	1 049,34	6 120,23			29 615,47	7 169,57	-75,79%
DETTES RATTACHEES	16,59				78,72	16,59	-78,93%
<b>TOTAL</b>	<b>281 247,82</b>	<b>6 120,23</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>229 858,08</b>	<b>287 368,24</b>	<b>25,02%</b>



Risques sur crédits à la clientèle (en milliers d'euros)

L'analyse des encours (engagements de garantie à l'actif du Hors-Bilan) au 31 décembre 2013 fait ressortir 100% de risques sains. La situation ne nécessite la constitution d'aucune provision.

	2012	2013	Variations
Engagements globaux bruts	17 706,76	13 893,30	-21,54%
Engagements sains	17 706,76	13 893,30	-21,54%
Engagements douteux			
Provisions			
Engagements nets	17 706,76	13 893,30	-21,54%
Taux d'engagement des engagements douteux			
Poids des douteux sur encours global			

Immobilisations (en milliers d'euros)

	2012	Augmentation	Diminution	2013	Variations
Fonds de commerce	8 000,00	0,00		8 000,00	0,00%
Immobilisations incorporelles	515,71	0,00		515,71	0,00%
Matériel de transport	0,00	0,00		0,00	
Mobilier et matériel de bureau et informatique	99,19	45,50		144,69	45,88%
Agencements, Installations	65,57	8,71		74,27	13,28%
Immobilisations en cours					
Logiciels	2 277,01	146,38		2 423,39	6,43%
Œuvre d'arts	8,90	0,00		8,90	0,00%
<b>Valeur brute</b>	<b>10 966,38</b>	<b>200,59</b>	<b>0,00</b>	<b>11 166,97</b>	<b>1,83%</b>
Amortissements	-2 566,74	-147,07	0,00	-2 713,80	5,73%
<b>Valeur nette</b>	<b>8 399,64</b>	<b>53,52</b>	<b>0,00</b>	<b>8 453,16</b>	<b>0,64%</b>

Autres actifs et passifs (en milliers d'euros)

AUTRES ACTIFS	2012	2013	Variations
Dépôts et garantie versée	222,71	271,53	21,92%
T.V.A.	67,90	7,79	-88,53%
Débiteurs divers Etat	83,03	83,03	0,00%
Débiteurs divers	5,69	31,32	450,00%
Divers	0,67	0,28	-57,79%
<b>TOTAL</b>	<b>380,00</b>	<b>393,95</b>	<b>3,67%</b>

<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variations</b>
Primes sur Instruments financiers			
Prélèvements et autres impôts	472,01	561,21	18,90%
Impôts société à payer	0,00	219,22	
T.V.A.	10,47	2,13	-79,67%
Personnel et organismes sociaux	1 280,37	1 320,23	3,11%
Créditeurs divers	84,79	54,80	-35,37%
Divers	2,15	0,79	-63,17%
<b>TOTAL</b>	<b>1 849,79</b>	<b>2 158,38</b>	<b>16,68%</b>

Comptes de régularisation (en milliers d'euros)

	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variations</b>
<b>ACTIF</b>			
Produits à recevoir	222,57	78,26	-64,84%
Charges payées ou comptabilisées d'avance	62,13	42,15	-32,15%
Comptes de recouvrement	3 014,00	27,01	-99,10%
Autres comptes débiteurs	21 328,80	22 644,41	6,17%
<b>TOTAL</b>	<b>24 627,50</b>	<b>22 791,84</b>	<b>-7,45%</b>
<b>PASSIF</b>			
Charges à payer	357,81	1 525,22	326,26%
Produits perçus ou comptabilisés d'avance	27,19	26,00	-4,37%
Comptes de recouvrement	82,75	152,84	84,71%
Autres comptes créditeurs	21 577,97	22 825,36	5,78%
<b>TOTAL</b>	<b>22 045,72</b>	<b>24 529,43</b>	<b>11,27%</b>

Provision pour risques et charges et FRBG (en milliers d'euros)

	<b>2012</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>	<b>Utilisations</b>	<b>2013</b>
Provision pour risques et charges diverses	33,00	152,00	0,00		185,00
Provisions risques opérationnels	0,00				0,00
Provisions pour indemnités de retraite	237,03	14,00	28,57	0,00	222,46
Provisions pour médailles	136,63	3,00	35,35	0,00	104,27
Provision pour risques bancaires	1 392,82	600,00	0,00		1 992,82
<b>TOTAL</b>	<b>1 799,47</b>	<b>769,00</b>	<b>63,92</b>	<b>0,00</b>	<b>2 504,55</b>

Variation des capitaux propres (en milliers d'euros)

	2012	Affectation du Résultat	Résultat de l'exercice	2013	Variations
Capital Social	21 000,00			21 000,00	0,00%
Primes d'émission					
Réserve légale	1 500,00	6,12		1 506,12	0,41%
Réserve facultative	845,80			845,80	0,00%
Report à nouveau	1 162,94	116,31		1 279,25	10,00%
Dividendes					
Résultat de l'exercice	122,42	-122,43	477,75	477,75	290,22%
	<b>24 631,16</b>	<b>0,00</b>	<b>477,75</b>	<b>25 108,92</b>	<b>1,94%</b>

**Réserve légale**

La réserve légale est constituée par un prélèvement obligatoire de 5% du bénéfice net.

Cette réserve n'est pas distribuable.

**Réserve facultative**

La réserve facultative est constituée par l'affectation d'une partie du résultat, décidée en assemblée générale.

Intérêts, Produits et charges assimilés (en milliers d'euros)

	PRODUITS		CHARGES		MARGE NETTE		VARIATIONS
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 472,42	374,93	308,83	7,01	1 163,59	367,92	-68,38%
Sur opérations avec la clientèle	2 007,16	3 390,71	848,34	294,79	1 158,82	3 095,92	167,16%
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	1 761,00	767,01	290,24	209,05	1 470,77	557,96	-62,06%
Autres intérêts et produits assimilés							
<b>TOTAL</b>	<b>5 240,60</b>	<b>4 532,65</b>	<b>1 447,41</b>	<b>510,85</b>	<b>3 793,18</b>	<b>4 021,80</b>	<b>6,03%</b>

Commissions (en milliers d'euros)

Commissions Perçues	2012	2013	Variations
Clientèle	1 708,93	1 704,80	-0,24%
Opérations sur titres	2 856,61	3 862,73	35,22%
Opérations sur produits structurés	1 629,25	2 825,59	73,43%
Opérations de hors-bilan	124,52	61,59	-50,54%
<b>TOTAL</b>	<b>6 319,31</b>	<b>8 454,71</b>	<b>33,79%</b>

<b>Commissions Payées</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variations</b>
Etablissements de crédit	98,80	105,27	6,56%
Charges s/instrument cours de change	44,24	20,75	-53,10%
Opérations sur titres	323,20	189,37	-41,41%
<b>TOTAL</b>	<b>466,24</b>	<b>315,39</b>	<b>-32,35%</b>
<b>COMMISSIONS NETTES</b>	<b>5 853,07</b>	<b>8 139,32</b>	<b>39,06%</b>

Charges générales d'exploitation (en milliers d'euros)

	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variations</b>
Salaires	4 083,44	4 301,75	5,35%
Charges Sociales	1 062,90	1 130,21	6,33%
Impôts et Taxes	11,47	8,21	-28,47%
Services extérieurs et autres frais administratifs	3 712,55	5 266,89	41,87%
<b>TOTAL</b>	<b>8 870,36</b>	<b>10 707,05</b>	<b>20,71%</b>

Coût du risque (en milliers d'euros)

	<b>Opérations avec la clientèle 2013</b>	<b>Autres opérations</b>	<b>TOTAL</b>
Dotations aux provisions	154,00	17,00	171,00
Dotations aux provisions liées à l'effet temps			
Dotations aux provisions liées à la décote			
Reprises de provisions	-7,10	-63,92	-71,02
Pertes sur créances irrécupérables couvertes par des provisions	7,54		7,54
Pertes sur créances irrécupérables non couvertes par des provisions			
Récupération sur créances amorties			
<b>Solde Bénéfice des corrections de valeurs /créances</b>			<b>107,52</b>

Une dotation pour risques clients de 152 milliers d'euros a été comptabilisée sur l'exercice 2013, pour déclassement d'un encours de crédits en douteux.

Concernant les dotations et les reprises de provisions sur les autres opérations, le solde représente les régularisations des provisions pour indemnités de retraite et médailles du travail de l'année 2013.

Charges et produits exceptionnels (en milliers d'euros)

<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variations</b>
Fonds de garantie			
Charges exceptionnelles d'exploitation	304,78	52,17	-82,89 %
Charges exceptionnelles		2,34	
<b>TOTAL</b>	<b>304,78</b>	<b>54,51</b>	<b>-82,12 %</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variations</b>
Produits exceptionnels d'exploitation		32,80	
Produits exceptionnels	11,61	20,79	89,06 %
<b>TOTAL</b>	<b>11,61</b>	<b>53,59</b>	<b>361,58 %</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>-293,17</b>	<b>-0,92</b>	<b>-99,69 %</b>

Opérations fermes à terme en devises (en milliers d'euros)

	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>Variations</b>
<b>Euro à recevoir contre devises à livrer</b>	<b>42 597,21</b>	<b>39 583,28</b>	<b>-7,08%</b>
Change à terme et opérations d'échange de trésorerie	42 597,21	39 583,28	-7,08%
Opérations d'échanges financiers			
<b>Devises à recevoir contre euro à livrer</b>	<b>45 690,99</b>	<b>39 759,92</b>	<b>-12,98%</b>
Change à terme et opérations d'échange de trésorerie	45 690,99	39 759,92	-12,98%
Opérations d'échanges financiers			
<b>Devises à recevoir contre devises à livrer</b>			
Change à terme et opérations d'échange de trésorerie			
Opérations d'échanges financiers			
<b>Devises à livrer contre devises à recevoir</b>			
Change à terme et opérations d'échange de trésorerie			
Opérations d'échanges financiers			

Effectifs

La moyenne de notre effectif durant l'année 2013 se ventile de la façon suivante :

Cadres hors classe	2
Cadres	26
Gradés	12
Employés	1
Intérim	1

Rapport Général des Commissaires aux Comptes

Exercice clos le 31 décembre 2013

Messieurs les Actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 408 du 20 janvier 1945, nous vous rendons compte, dans le présent rapport, de la mission générale

et permanente qui nous a été confiée, par décision de l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2013 pour les exercices 2013, 2014 et 2015.

Les états financiers et documents sociaux, arrêtés par votre Conseil d'Administration, ont été mis à notre disposition dans les délais légaux.

- Le total du bilan s'élève à..... 342 276 276,66 €

- Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice net de..... 477 751,13 €

Notre mission, qui consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers, a été accomplie selon les normes professionnelles et en faisant application des règles relatives au contrôle des établissements relevant de la réglementation bancaire. Elle nous a conduits à examiner les opérations réalisées par votre société pendant l'exercice 2013, le bilan au 31 décembre 2013, le compte de résultat de l'exercice et l'annexe, clos à cette date.

Ces documents ont été établis suivant les prescriptions légales et selon les mêmes formes et au moyen des mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent.

Nous avons vérifié les divers éléments composant l'actif et le passif ainsi que les méthodes suivies pour leur évaluation et pour la discrimination des charges et produits. Notre examen a été effectué conformément aux normes de révision comptable généralement admises qui prévoient que nos travaux soient planifiés et réalisés de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne sont pas entachés d'irrégularités significatives.

Une révision comptable comprend l'examen, par sondages, de la justification des montants et des

informations contenus dans les états financiers, ainsi que l'appréciation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par vos dirigeants.

A notre avis, les états financiers au 31 décembre 2013 tels qu'ils sont annexés au présent rapport et soumis à votre approbation, reflètent d'une manière sincère, en conformité avec les prescriptions légales et les usages professionnels, la situation active et passive de votre Société au 31 décembre 2013 et le résultat de l'exercice de douze mois clos à cette date.

Nous avons aussi vérifié les informations financières contenues dans le rapport de votre Conseil d'Administration, la proposition d'affectation des résultats et le respect des dispositions légales et statutaires régissant le fonctionnement de votre société. Nous n'avons pas d'observation à formuler.

Monaco, le 28 mars 2014.

Les Commissaires aux Comptes,

Stéphane GARINO

Vanessa TUBINO

Le Rapport de gestion et le Rapport annuel 2013 d'ANDBANC MONACO SAM sont disponibles au siège social de la Banque ainsi que sur son site internet [www.andbank-monaco.mc](http://www.andbank-monaco.mc).